

Monsieur le Premier Ministre de l'Inde,  
L'Honorable M. Manmohan Singh,  
South Block,  
New Delhi 110001 - INDIA

Respecté Premier Ministre,

J'ai été très satisfait lorsque j'ai appris que – suite à la marche Janadesh de 2007 - votre gouvernement avait mandaté un comité pour mettre en œuvre une réforme agraire qui soit bénéfique pour les pauvres et les marginalisés. Vous aviez accepté de mettre en place le Conseil national de la réforme agraire, vous aviez accepté d'en assurer la présidence et vous aviez promis qu'une politique nationale de réforme agraire serait mise en œuvre au profit des pauvres qui n'ont pas de terre.

Toutefois, depuis que le rapport du Comité a été publié en octobre 2009, aucune action n'a été prise par votre gouvernement. Il n'y a eu aucune redistribution de terres aux paysans sans terre et aux sans abri, si ce n'est par le biais de la loi sur les droits forestiers, alors même que le détournement de terres et de forêts se poursuit à grande échelle au profit d'entreprises minières, d'industries, de barrages et pour des zones économiques spéciales (ZES).

Je vous écris pour vous encourager, vous et vos ministres, à engager un dialogue avec la campagne Jansatyagraha afin d'aider à mettre en pratique les objectifs formulés par cette campagne. Dans la tradition de l'action non-violente, cette campagne préconise que les populations pauvres puissent avoir accès aux ressources naturelles dont elles dépendent pour leur survie. Dans cette optique, plusieurs recommandations spécifiques ont été faites, notamment :

1. Une politique foncière globale, avec des institutions efficaces pour la mettre en œuvre et en assurer le suivi, afin que les sans terre, les sans-abri et les communautés marginalisées aient accès à la terre et aux ressources qui leur permettent de subsister.

a) Afin d'entamer ce processus de redistribution des terres aux paysans sans terre et aux sans abri (en ville comme à la campagne), il serait opportun que tous les textes législatifs disponibles (au niveau de l'Etat central comme de chaque Etat) soient coordonnés dans un recueil et mis en œuvre dans un délai déterminé.

b) D'excellentes recommandations faites par divers comités au niveau du gouvernement central et de chaque État, sont toujours en attente; elles devraient faire l'objet d'une sérieuse attention afin d'être mises en œuvre dans un délai déterminé.

2. Les femmes devraient être considérées comme agricultrices, elles devraient bénéficier des mêmes droits à la terre et aux moyens de subsistance, et être éligibles aux mêmes avantages et programmes disponibles pour les agriculteurs. Une disposition légale devrait accorder aux femmes des droits égaux sur l'ensemble des biens familiaux (tant sur les avoirs actuels que sur de nouveaux titres qui seraient distribués) et cela devrait également être réalisé dans un délai déterminé.

3. Les ressources naturelles telles que la terre, l'eau, les forêts et les zones minières qui fournissent des moyens de subsistance à un groupe quelconque ne devraient pas être affectées à d'autres fins. Même lorsqu'un consentement préalable a été obtenu, et en plus de l'indemnisation et de la réhabilitation, ces groupes et les individus concernés devraient obtenir, de par la loi, un intéressement direct dans le projet en question.

4. Le fait - pour des fonctionnaires de l'administration – de ne pas appliquer les lois en faveur des pauvres ou de violer les droits fondamentaux et les lois relatives à la terre, l'eau, les forêts et les mines, devrait être reconnu comme une infraction punissable.

Au cours de la yatra, l'équipe Jansatyagraha a rencontré plusieurs communautés qui sont souvent marginalisées: des adivasis, des dalits, des nomades; des femmes musulmanes, des communautés de pêcheurs, des marchands ambulants; le "secteur non organisé" (des petits indépendants), des paysans sans terre; des personnes déplacées (par les mines, les barrages, les parcs nationaux, les réserves naturelles ou les conflits internes), des travailleurs-esclaves, des travailleurs qui font des bidis (cigarettes indiennes), des familles de paysans qui ont connu un suicide parmi les leurs. Et cette liste continuera à augmenter.

"Jansatyagraha 2012" est une initiative d'organisations de la société civile, qui aspirent à établir une société où il n'y a ni faim, ni peur, ni corruption. Je vous demande instamment de répondre positivement à leurs revendications, qui contiennent un véritable espoir pour la sécurité alimentaire, l'éradication de la pauvreté et pour une plus grande justice en Inde.

Cordialement,